



Numéro PPQ/6974

vendredi 5 décembre 2014

Les grands titres:

- La FAO rappelle que des sols sains sont indispensables pour la production alimentaire
- Ebola : l'ONU veut aider les pays durement affectés par l'épidémie à se relever
- Le conflit en Ukraine a déraciné plus d'un demi-million de personnes, selon le HCR
- Burundi : un expert de l'ONU va évaluer les efforts entrepris en matière de justice transitionnelle
- Le musicien Aloe Blacc prête sa voix à la campagne du PAM pour sauver un programme d'aide pour les réfugiés syriens
- Centrafrique : le chef de l'ONU rencontre la Présidente de la transition à New York
- Kosovo : l'impasse politique est sur le point d'être surmontée, selon l'envoyé de l'ONU
- La croissance mondiale des salaires stagne et reste inférieure aux taux d'avant la crise - OIT
- La CPI abandonne les poursuites contre le Président du Kenya
- Le chef de la MONUSCO exprime sa solidarité à la population victime d'attaques à Beni

La FAO rappelle que des sols sains sont indispensables pour la production alimentaire



5 décembre - A l'occasion de la Journée mondiale des sols célébrée cette semaine, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva, a affirmé que des sols sains sont indispensables pour la production alimentaire.

Des sols sains sont non seulement à la base de la nourriture, des combustibles, des fibres et des produits pharmaceutiques mais ils sont également essentiels pour nos écosystèmes car ils remplissent un rôle très important dans le cycle du carbone, stockent et filtrent l'eau et améliorent la résilience face aux inondations et aux sécheresses, a indiqué le Directeur général de la FAO en rappelant que l'ONU a déclaré 2015 Année internationale des sols.

« Aujourd'hui, plus de 805 millions de personnes souffrent de la faim et de la malnutrition. La croissance de la population mondiale nécessitera une augmentation d'environ 60% de la production alimentaire. Vu qu'une grande partie de notre nourriture dépend des sols, il est aisé de saisir l'importance de les maintenir sains et productifs. Malheureusement, 33% de nos ressources de sols mondiales sont dégradées et la pression humaine atteint des seuils critiques, réduisant et parfois éliminant des fonctions essentielles des sols », a expliqué M. Graziano da Silva.

« J'invite tout un chacun à jouer un rôle actif dans la promotion de la cause des sols tout au long de 2015, une année importante pour préparer le terrain à un véritable développement durable pour tous et par tous », a-t-il ajouté.

Selon les estimations de la FAO, un tiers de tous les sols sont dégradés en raison de l'érosion, du tassement, de l'imperméabilisation, de la salinisation, de la diminution de la matière organique, de l'épuisement des nutriments, de



l'acidification, de la pollution et d'autres phénomènes causés par des pratiques de gestion non durable des terres.

A moins que de nouvelles approches soient adoptées, à l'échelle mondiale le total des terres arables et productives par personne en 2050 représentera le quart seulement du niveau de 1960.

« Cela peut prendre jusqu'à mille ans pour former un centimètre de sol. Vu que 33% de toutes les ressources mondiales en sols sont dégradées et que la pression humaine s'intensifie, les limites critiques sont atteintes et la gérance devient une priorité absolue », a prévenu M. Graziano da Silva.

Qualifiant les sols de «ressource presque oubliée», le chef de la FAO a appelé à plus d'investissements dans la gestion durable des sols, car moins coûteuse que la restauration et parce qu'« elle est nécessaire pour la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de son impact ainsi que pour le développement durable en général ».

Au moins un quart de la biodiversité de la planète vit sous terre où, à titre d'exemple, le ver de terre fait figure de géant aux côtés de minuscules organismes tels que les bactéries et les champignons. Ces organismes, notamment les racines des plantes, agissent comme principales locomotives du cycle nutritif en améliorant l'apport en nutriments des plantes qui, à leur tour, soutiennent la biodiversité hors-sol.

Une meilleure gestion des sols permet à ces organismes généralement insoupçonnés de stimuler la capacité des sols à absorber le carbone et à atténuer la désertification. De la sorte, davantage de carbone est séquestré, ce qui contribue à réduire les propres émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture.

Au niveau mondial, la FAO a mis en œuvre plus de 120 projets liés aux sols et produit, en collaboration avec l'UNESCO, la Carte mondiale des sols. Parmi les priorités les plus urgentes figurent la mise à jour, la normalisation et la diffusion au plus grand nombre des connaissances mondiales relatives aux types de sol et à leur répartition.

Actuellement, les données sur les sols sont très souvent dépassées, limitées ou fragmentées. L'une des priorités de la FAO est d'établir un système d'information mondial sur les sols comportant des données et des informations fiables pour la prise de décisions sur la gestion des sols.

La FAO a entrepris une série d'initiatives, notamment le lancement du Partenariat mondial sur les sols, qui a donné naissance à son bras opérationnel, le Fonds des sols sains.

Ebola : l'ONU veut aider les pays durement affectés par l'épidémie à se relever



5 décembre - A l'occasion d'une réunion du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) consacrée au redressement des pays d'Afrique de l'Ouest affectés par l'épidémie d'Ebola, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé vendredi la communauté internationale à se mobiliser pour aider ces pays à retrouver le chemin du développement.

« L'impact économique et social est large et profond. Il durera beaucoup plus longtemps que l'épidémie elle-même. Les trois pays les plus affectés ont connu d'importants reculs en matière de développement », a déclaré M. Ban dans un discours.

« Avant l'épidémie d'Ebola, les économies de Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone étaient dynamiques et en croissance. Maintenant, elles sont faibles et stagnantes. Les revenus ont baissé. Les prix ont augmenté. Les marchés sont vides, les gens ont faim », a-t-il ajouté. « C'est pourquoi il faut que commencions à concentrer nos efforts sur le redressement alors que nous nous efforçons de mettre fin à l'épidémie d'Ebola. »

Le chef de l'ONU a estimé qu'il fallait construire des systèmes de santé capables de répondre aux urgences sanitaires et de supporter des chocs tels que celui d'Ebola. Il a aussi estimé que la communauté scientifique internationale devait consacrer davantage de ressources pour trouver des traitements et des remèdes aux maladies qui surviennent dans des pays en développement.

Selon M. Ban, une « réponse coordonnée globale », comparable à celle mise en place pour mettre fin à l'épidémie, est nécessaire pour atténuer les conséquences de l'épidémie dans les trois pays les plus touchés.

« Aujourd'hui, prenons la résolution de faire tout notre possible pour aider les gouvernements des pays affectés à se relever et à sortir de cette crise d'Ebola plus forts et plus résistants », a conclu le Secrétaire général.

Le conflit en Ukraine a déraciné plus d'un demi-million de personnes, selon le HCR



5 décembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré vendredi que les combats dans l'est de l'Ukraine ont déjà forcé cette année plus d'un demi-million de personnes à fuir leurs maisons et à trouver refuge ailleurs dans le pays, tandis que des centaines de milliers d'autres ont fui vers la Russie et des pays voisins.

Selon des statistiques des Services ukrainiens d'aide d'urgence, près de 514.000 personnes étaient déplacées par le conflit au début du mois de décembre. Des Ukrainiens ont également demandé la protection internationale dans d'autres pays, avec près de 233.000 demandes d'asile en Fédération de Russie, selon le Service fédéral russe de la migration.

« Les demandes d'asile déposées par des citoyens ukrainiens ont également augmenté dans l'Union européenne (UE) cette année », a indiqué un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'une conférence de presse à Genève. A la fin du mois d'octobre, 8.936 Ukrainiens avaient demandé une protection internationale dans l'UE, soit un décuplement des 885 demandes d'asile pour l'ensemble de l'année 2013.

« Le nombre d'Ukrainiens ayant fui à l'étranger pourrait être considérablement plus élevé que le nombre de demandeurs d'asile. Cependant, de nombreux Ukrainiens préfèrent déposer une demande pour d'autres formes de séjour légal comme des permis temporaires ou permanents dans d'autres pays », a expliqué le porte-parole.

En Ukraine, la plupart des personnes déplacées internes ont trouvé abri dans des régions à proximité du conflit, y compris à l'est du pays dans la ville de Kharkiv (118.000), dans des territoires contrôlés par le gouvernement à Donetsk et Louhansk ainsi que dans les régions de Zaporizhzhia et de Dnipropetrovsk. La plupart des

personnes déplacées sont des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées.

Le HCR a par ailleurs indiqué que le gouvernement ukrainien avait adopté le mois dernier une résolution prévoyant le transfert des institutions d'Etat et du paiement des prestations sociales depuis des régions qui ne sont actuellement pas sous contrôle du gouvernement vers des zones contrôlées par l'Etat ukrainien.

« Le HCR craint que cette disposition ait des effets négatifs imprévus comme l'augmentation des déplacements internes, car les habitants sont obligés de se déplacer depuis des zones non contrôlées par le gouvernement ukrainien afin de percevoir leurs pensions et les allocations d'aide sociale, tout en causant de graves difficultés pour les personnes qui ne peuvent ou ne veulent quitter leurs maisons », a déclaré M. Spindler.

« Bien que le HCR n'ait pas d'informations de première main sur les conditions de vie prévalant dans les zones non contrôlées par le gouvernement, il existe de fortes indications selon lesquelles la population civile dans ces régions est confrontée à des difficultés considérables. Nous sommes vivement préoccupés par la crise humanitaire qui s'aggrave dans ces régions », a-t-il ajouté.

Avec le début de l'hiver, le HCR continue de travailler à améliorer les conditions de vie des personnes déplacées parmi les plus vulnérables. Dans le cadre de projets pilotes dans les régions de Kiev, Lviv et de Vinnitsa, le HCR étend ses programmes d'allocations ponctuelles en espèces pour les familles déplacées vulnérables dans 11 autres régions.

Environ 30.000 à 40.000 personnes déplacées sont actuellement hébergées dans des centres collectifs, y compris certains parmi les individus et les familles les plus vulnérables. La réhabilitation des centres collectifs dans les régions de Kharkiv, Lougansk, Donetsk, Dnipropetrovsk et Zaporizhzhia est en cours.

Les besoins sont très importants près des zones de conflit. Le HCR et ses partenaires s'appêtent à réparer et à équiper pour l'hiver 12 autres centres collectifs dans les régions de Donetsk et Kharkiv au nord du pays. Cela porte à 47 le nombre total de locaux qui en sont actuellement à différentes étapes de rénovation. Parallèlement, la distribution de bâches en plastique a commencé à Luhansk et à Donetsk dans le sud pour venir en aide à près de 5500 personnes dans les réparations d'urgence pour les logements.

En Russie, le HCR a entrepris des missions de surveillance à la fin octobre à Vladivostok et Khabarovsk dans l'Extrême-Orient russe, et à Irkoutsk, en Sibérie orientale, pour contrôler les conditions d'accueil et d'autres alternatives pour l'intégration des Ukrainiens arrivés dans ces régions.

La majorité des réfugiés et des personnes ayant un statut temporaire d'asile arrivent via le système de transfert centralisé. Ils vivent la plupart du temps dans des centres d'hébergement temporaires qui ont été mis en place dans les dortoirs de collèges et d'universités, des camps de vacances pour les enfants et des sanatoriums.

« Les centres d'hébergement temporaires que les équipes du HCR ont visités sont bien équipés pour les conditions hivernales. Ils sont également dotés d'installations médicales et d'équipements pour l'éducation. Par ailleurs, le HCR a reçu des informations selon lesquelles les conditions d'accueil d'autres réfugiés sont moins satisfaisantes. Des réfugiés ukrainiens font également état de restrictions dans leurs déplacements vers d'autres villes. Le HCR plaide pour l'intégration des réfugiés ou une assistance au retour sur une base volontaire à chaque fois qu'ils veulent rentrer », a affirmé le porte-parole.

Burundi : un expert de l'ONU va évaluer les efforts entrepris en matière de justice transitionnelle



5 décembre - L'expert des Nations Unies Pablo de Greiff visitera le Burundi du 8 au 16 décembre afin d'évaluer les efforts entrepris jusqu'à présent par les autorités en matière de justice transitionnelle.

« Cette première visite a lieu dans un moment particulièrement crucial pour le pays », a signalé M. de Greiff, le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition. Il a notamment cité le processus qui établit la Commission vérité et réconciliation.

La création de cette entité pour la recherche de la vérité au Burundi est l'une des principales étapes contenues dans l'Accord d'Arusha de 2000 et une recommandation clé issue des consultations nationales de 2009.

« Cependant, au-delà de la promotion de la vérité, mon mandat se concentre également sur les domaines de la justice, la réparation et des garanties de non-répétition, qui visent à faire face à l'héritage des violations flagrantes des droits de l'homme, à contribuer à la reconnaissance des victimes, à encourager un climat de confiance et la réconciliation, et à renforcer la primauté de l'Etat de droit », a souligné l'expert.

« Au cours de cette visite, j'espère évaluer en toute objectivité et toute impartialité les travaux entrepris dans le domaine des quatre composantes de mon mandat et offrir mon assistance au gouvernement et à la société burundaise dans son ensemble, afin de répondre de manière adéquate aux violations commises par le passé pour que le pays continue à aller de l'avant », a-t-il ajouté.

M. de Greiff, qui visite le pays à l'invitation des autorités burundaises, a prévu de s'entretenir avec des représentants du gouvernement, des représentants des pouvoirs législatif et judiciaire, des responsables des forces de sécurité, ainsi que de nombreux acteurs de la société civile, des victimes, des représentants des Nations Unies et des délégations diplomatiques. Durant sa visite, il doit visiter les provinces de Bujumbura Rural, Bubanza et Gitega.

Le musicien Aloe Blacc prête sa voix à la campagne du PAM pour sauver un programme d'aide pour les réfugiés syriens



5 décembre - Dans le cadre de sa campagne pour collecter les fonds nécessaires pour assurer la poursuite d'un programme d'aide aux réfugiés syriens, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé vendredi la création d'un clip vidéo par le musicien Aloe Blacc.

« La communauté mondiale en ligne est avec nous, et avec le généreux soutien d'Aloe Blacc nous pouvons atteindre un public encore plus large pour expliquer comment une contribution d'un dollar peut aider les Syriens les plus pauvres et les plus vulnérables », a déclaré la Directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin, dans un communiqué de presse.

Lundi le PAM avait annoncé la suspension d'une partie de l'aide alimentaire destinée à 1,7 million de réfugiés syriens en raison du manque d'argent, et mercredi l'agence a lancé une campagne de collecte de fonds auprès du grand public

pour permettre de continuer ce programme de distribution de bons d'achat de nourriture.

Au cours des premières 24 heures de la campagne, 21,5 millions de dollars sur les 64 millions ont été levés, et il faut donc encore collecter 42,5 millions de dollars d'ici la fin de la campagne samedi.

Le fameux tube d'Aloe Blacc « I need a dollar » a été désigné comme bande sonore de la campagne et le clip peut être visionné sur le site de la campagne du PAM.

Centrafrique : le chef de l'ONU rencontre la Présidente de la transition à New York



5 décembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rencontré vendredi à New York la Présidente de la transition en République centrafricaine, Catherine Samba-Panza, alors que la situation dans ce pays reste fragile.

« Ils ont noté que, malgré quelques progrès, la situation humanitaire et de sécurité reste fragile et la Présidente a exprimé ses regrets pour les pertes dont a souffert la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) en octobre », a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans une note à la presse.

Le 9 octobre, un convoi de l'ONU avait été attaqué par des hommes armés non identifiés dans la capitale Bangui, causant la mort d'un Casque bleu et en blessant huit autres.

M. Ban et Mme Samba-Panza ont convenu qu'il fallait faire des progrès rapidement vers un processus politique inclusif. Le chef de l'ONU s'est félicité de l'annonce de l'organisation du Forum de Bangui dès que possible l'an prochain et de la volonté d'achever le processus électoral avant août 2015.

Il y a un an, Bangui était capturée par les anti-Balaka, une milice chrétienne, entraînant le déplacement d'un demi-million de personnes et de nombreux morts parmi les civils.

La Coordinatrice humanitaire principale dans le pays, Claire Bourgeois, a rappelé vendredi que ces affrontements ont laissé des blessures profondes au sein des communautés qui ont encore du mal à vivre côte à côte aujourd'hui.

Mme Bourgeois a dénoncé l'augmentation du nombre d'attaques contre les travailleurs humanitaires, forçant des organisations à suspendre ou à réduire leurs opérations. Dix-huit travailleurs humanitaires ont été tués depuis janvier 2014.

Pour sa part, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a rappelé que plus de 850.000 personnes sont toujours déracinées aujourd'hui et plus de 2,5 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire.

Parmi ces déracinés, plus de 187.000 ont fui dans les pays voisins l'an dernier, portant le nombre total de réfugiés centrafricains dans la région à plus de 420.000, principalement au Cameroun et au Tchad. Il y a également toujours environ 430.000 personnes déplacées à l'intérieur de la République centrafricaine.

Kosovo : l'impasse politique est sur le point d'être surmontée, selon l'envoyé de l'ONU



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, Farid Zarif. ONU Photo/Rick Bajornas

5 décembre - Lors d'une réunion jeudi au Conseil de sécurité, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, Farid Zarif, a affirmé que l'impasse politique dans laquelle se trouve plongé le Kosovo depuis cinq mois pourrait être surmontée avec la formation prochaine de la nouvelle Assemblée nationale.

M. Zarif, qui dirige également la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), a rappelé que le 8 juin dernier, des élections législatives avaient eu lieu au Kosovo, mais qu'il n'avait pas été possible de constituer la nouvelle Assemblée. Toutefois, la prochaine session constitutive a été annoncée pour les jours à venir et devrait être couronnée de succès. En effet, le Parti démocratique du Kosovo (PDK), dirigé par l'actuel Premier ministre Hashim Thaçi, et vainqueur des législatives, a réussi à former une coalition avec la Ligue démocratique du Kosovo, une formation rivale, à l'exclusion d'autres partis, qui se sont lancés depuis dans des négociations.

« Malgré l'absence de réunions de haut niveau dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, quelques progrès ont continué d'être réalisés au niveau technique dans des réunions de travail », a noté le Représentant spécial. « Ainsi, le 4 septembre, à Bruxelles, de nouveaux arrangements techniques portant sur l'emplacement exact des six points de passage officiels, sur l'agencement de leurs nouvelles installations et sur leurs besoins en matière d'appui ont été conclus dans le cadre de l'accord sur la gestion intégrée des points de passage ».

Les quatre municipalités à majorité serbe du nord du Kosovo ont collaboré avec Pristina dans le cadre du processus d'établissement des budgets municipaux, a poursuivi M. Zarif, qui a fait par ailleurs état de mesures pratiques pour rationaliser les dépenses publiques à Mitrovica-Nord, par exemple.

En outre, 2.000 Serbes du Kosovo de la région de Zubin Potok ont organisé une manifestation contre les activités de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) dans la zone et bloqué la route principale. La situation a été réglée de manière pacifique au début du mois de septembre, à la suite de discussions auxquelles ont participé les maires des municipalités, ainsi que des représentants de l'Union européenne et de la Mission EULEX.

« Il est grand temps maintenant que les discussions sur la construction d'un quartier mixte soient résolues grâce à des mesures mutuellement acceptables », a souligné le Chef de la MINUK en se félicitant de la contribution des forces de police du Kosovo et des déclarations faites récemment par des dirigeants, tant laïcs que religieux, pour dénoncer l'extrémisme.

La protection du patrimoine reste une préoccupation, a indiqué le Représentant spécial, qui a fait notamment état de graffitis insultants peints sur plusieurs bâtiments à proximité du monastère de Visoki Dečani. En outre, le rythme des retours des personnes déplacées est resté lent, de même que la récurrence des incidents dont sont victimes les rapatriés continuent de poser problème.

« Les autorités centrales et locales doivent donc redoubler d'efforts pour répondre aux besoins », a plaidé M. Zarif.

La croissance mondiale des salaires stagne et reste inférieure aux taux d'avant la crise - OIT



5 décembre - La croissance salariale dans le monde a ralenti l'an dernier, passant de 2,2% en 2012 à 2% en 2013, et elle est encore loin de rattraper les taux d'avant la crise qui avoisinaient les 3%, selon un nouveau rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'essentiel de cette croissance modeste des salaires mondiaux a été tirée presque entièrement par les économies émergentes du G20, où les salaires ont augmenté de 6,7% en 2012 et de

5,9% en 2013.

Au contraire, dans les économies développées, la croissance globale du salaire moyen a fluctué autour de 1% par an depuis 2006 avant de continuer de ralentir en 2012 et 2013 jusqu'à respectivement seulement 0,1 et 0,2%.

« Sur les deux dernières années, la croissance salariale a suivi une courbe pratiquement plate dans les économies développées, allant jusqu'à une baisse dans certaines d'entre elles », déclare Sandra Polaski, Directrice générale adjointe de l'OIT pour les politiques. « Tout cela a pesé sur les performances économiques globales, conduisant à une reprise économique molle dans la plupart de ces économies et à un risque accru de déflation dans la zone Euro ».

« Au cours des dix dernières années, on observe une lente convergence des salaires moyens des pays émergents et en développement avec ceux des économies développées, mais les salaires des économies développées restent en moyenne trois fois plus élevés que dans la catégorie des économies émergentes et en développement », ajoute une Economiste à l'OIT et l'une des auteurs du rapport, Kristen Sobeck.

Dans les économies en développement, le rapport souligne des différences considérables entre les régions.

Par exemple, en 2013, les salaires ont augmenté de 6% en Asie et de 5,8% en Europe orientale et en Asie centrale, mais de 0,8% seulement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Au Moyen-Orient, les salaires semblent avoir progressé de 3,9% mais seulement de 0,9% en Afrique, toutefois les données concernant ces régions demeurent incomplètes.

La productivité du travail - la valeur des biens et services produits par personne employée - continue de surpasser la croissance salariale dans les économies développées, y compris ces toutes dernières années. Cela constitue la poursuite d'une tendance à plus long terme qui avait disparu pendant la crise financière de 2008 et 2009.

L'écart grandissant entre salaires et productivité s'est traduit par une baisse de la part de la rémunération du travail dans le PIB, tandis qu'une part grandissante va au capital, notamment dans les économies développées.

Cette tendance signifie que les travailleurs et leur famille n'obtiennent qu'une plus petite part de la croissance économique tandis que les propriétaires de capitaux en bénéficient davantage.

Les tendances récentes en matière d'inégalités sont mitigées mais dans une majorité

des pays où les inégalités se sont récemment creusées, comme aux Etats-Unis ou en Espagne, l'évolution des salaires et de l'emploi a été l'une des forces dominantes.

Là où les inégalités se sont réduites, comme au Brésil, en Argentine ou dans la Fédération de Russie, les salaires et l'accroissement de l'emploi ont aussi joué un rôle moteur pour réduire les inégalités.

« Il faut s'attaquer à la stagnation des salaires, à la fois dans un souci d'équité et pour la croissance économique », affirme Sandra Polaski. « Et parce que, globalement, les inégalités sont alimentées de manière significative par les inégalités en matière salariale, nous avons besoin de politiques du marché du travail visant à y remédier ».

Selon elle, une stratégie globale de réduction des inégalités doit inclure des politiques de salaire minimum, le renforcement de la négociation collective, l'élimination de la discrimination à l'encontre des groupes vulnérables ainsi que des politiques d'imposition progressive et des systèmes de protection sociale adéquats.

« Un meilleur soutien pour les entreprises dans l'économie réelle, notamment les petites et moyennes entreprises, est également nécessaire pour leur permettre de grandir et de créer des emplois. De nombreux pays peuvent en faire davantage pour leur rendre le crédit plus accessible et favoriser les créations d'entreprises », conclut-elle.

Selon le rapport, il faudra aussi coordonner les stratégies au niveau international. Si de nombreux pays essaient d'accroître leurs exportations en s'en prenant aux salaires ou en réduisant les prestations sociales, les conséquences pourraient prendre la forme d'une grave contraction de la production et des échanges commerciaux.

La CPI abandonne les poursuites contre le Président du Kenya



5 décembre - La Procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a décidé vendredi d'abandonner les poursuites contre le Président du Kenya, Uhuru Kenyatta, deux jours après que les juges ont refusé de repousser le procès comme elle le demandait.

« L'Accusation retire les charges contre M. Kenyatta », a indiqué Mme Bensouda dans un document officiel. « Les éléments de preuve ne se sont pas améliorés à un degré tel que la responsabilité pénale présumée de M. Kenyatta puisse être prouvée au-delà de tout doute raisonnable. »

Ce retrait des charges n'exclut pas « la possibilité de retenir de nouvelles charges contre M. Kenyatta », a précisé la Procureur.

Mercredi, une Chambre de première instance de la CPI avait rejeté la demande de l'Accusation réclamant un nouvel ajournement de l'affaire. La Chambre avait ordonné à l'Accusation de déposer, dans une semaine au plus tard, un avis indiquant soit le retrait des charges dans cette affaire, soit que le niveau d'éléments de preuve s'était amélioré à un degré qui justifierait la tenue d'un procès.

M. Kenyatta était accusé en tant que coauteur indirect de cinq chefs de crimes contre l'humanité (meurtre, déportation ou transfert forcé de population, viol, persécution, et autres actes inhumains) qui auraient été commis pendant les violences post-électorales au Kenya en 2007-2008.

Les charges à son encontre avaient été confirmées le 23 janvier 2012 et l'affaire avait été renvoyée en procès devant la Chambre de première instance.

Le chef de la MONUSCO exprime sa solidarité à la population victime d'attaques à Beni



5 décembre - A l'issue d'une visite de deux jours à Beni et Eringeti (Nord-Kivu), qui ont été récemment victimes d'attaques par des rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF), le chef de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), Martin Kobler, a réaffirmé vendredi l'engagement de l'ONU à lutter contre les groupes armés.

« Je suis profondément attristé par les événements de Beni. C'est le lieu pour moi de témoigner de ma solidarité avec les victimes de ces massacres, et je réaffirme la volonté de la MONUSCO à soutenir les populations locales, » a déclaré Martin Kobler dans un communiqué de presse.

Le Chef de la MONUSCO était notamment accompagné par le Commandant de la Force de la MONUSCO, le général Dos Santos Cruz, ainsi que plusieurs membres de la communauté diplomatique en RDC.

M. Kobler a rencontré des représentants des autorités locales, des familles des victimes, des responsables des Forces armées de la RDC (FARDC), ainsi que des membres de la société civile pour réaffirmer leur volonté de travailler ensemble à combattre l'ADF.

« Je renouvelle mon appel à la population pour qu'elle nous aide à lutter efficacement contre les assassins, et les remercie pour sa collaboration agissante », a dit Martin Kobler.

Aux FARDC, le chef de la MONUSCO a assuré que la MONUSCO renforcerait sa coopération dans les domaines du renseignement, de la planification et des opérations conjointes. « C'est ensemble que nous pourrons vaincre notre ennemi commun grâce au triangle de confiance MONUSCO-FARDC-Population », a-t-il conclu.